

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT IMPLIQUÉS DANS DES AFFAIRES SCABREUSES

Doivent-ils bénéficier d'une immunité durant leur mandat ?

Ces dernières semaines l'actualité internationale est marquée par nombre de scandales de corruption où sont impliqués des chefs d'Etat en exercice ou ayant quitté le pouvoir il y a peu. Certains bénéficient d'une immunité interne durant la durée de leur mandat, inscrite dans la loi, d'autres pas.

Aucune immunité ou prérogative ne doit permettre à un corrompu de s'abriter derrière elle pour échapper aux autorités chargées de faire appliquer la loi. Il faut par ailleurs qu'elles cessent dès que le bénéficiaire quitte ses fonctions sauf, bien sûr, lorsqu'elles concernent des actes officiels accomplis de bonne foi. Une immunité qui excède le terme du mandat ne sert les intérêts de personne si ce n'est ceux des personnes corrompues. Pour certains juristes et constitutionnalistes, un régime d'immunités et de prérogatives est toujours nécessaire pour protéger le statut des hauts fonctionnaires de l'Etat.

Assurément, il est également

contraire à l'intérêt public que des hommes politiques de haut niveau soient pris dans des litiges mineurs de nature privée ou qu'un chef d'Etat soit interrogé dans le box des témoins à la suite d'une plainte déposée par n'importe quel individu.

Dans les pays où la tradition démocratique n'est pas respectée, il peut être nécessaire d'accorder aux parlementaires l'immunité simplement pour leur permettre de faire leur travail face à une administration corrompue.

Cependant, il est tout aussi important de définir d'une manière aussi restrictive que possible le champ de ces immunités et prérogatives, qui



dérogent au principe d'égalité devant la loi et affaiblissent l'autorité de l'administration.

La question de l'immunité des membres de l'Exécutif occupe une place importante dans la lutte contre la corruption, notamment ses aspects préventifs,

d'autant plus que l'actualité est fournie en abus de toutes sortes qui discréditent l'Etat et ses ins-

titutions. L'Exécutif doit être imprégné de l'obligation de rendre des comptes. Des limites doivent être imposées à la durée des fonctions présidentielles et au nombre de mandats auxquels on peut prétendre.

Il est donc parfaitement logique de penser que la certitude de perdre le pouvoir à l'avenir rappelle au Président en exercice qu'il devra rendre des comptes à l'expiration de son mandat.

Pour le citer, il y a près de 2500 ans, Aristote observait : «Il n'est pas aisé pour un individu de faire beaucoup de mal lorsque la durée de son mandat est courte ; par contre, la longévité au pouvoir engendre la tyrannie.»

Djlali Hadjadj

En Afrique du Sud, le président Zuma, empêtré dans des scandales, de plus en plus isolé

Le rang des opposants au chef de l'ANC s'élargit aux cadres du parti, aux ministres limogés et aux syndicats. Dans la nuit du 30 au 31 mars, le président sud-africain a limogé le très populaire ministre des Finances, réputé pour sa lutte contre la corruption, ainsi que neuf autres ministres.

Un large remaniement qui inquiète le pays, plongé dans une crise économique et politique. S'il fallait une preuve accablante que le président Jacob Zuma n'est plus le gardien bien-

veillant de la nation, le dépeçage nocturne de son gouvernement en est une. En Afrique du Sud, c'est la consternation.

Cela va au-delà du limogeage du ministre des Finances et de son vice-ministre, deux hommes qui avaient pourtant prouvé leurs compétences, leur intégrité et leur volonté commune de faire passer le pays et sa population en difficulté avant tout le reste. C'est un abandon fâcheux pour qui estime que la priorité doit être donnée à des responsables ayant une capaci-

té avérée à répondre aux exigences de leurs fonctions. Jacob Zuma, au pouvoir depuis 2007, enfle les scandales. Dernier en date : le rapport de la médiatrice de la République qui démontre comment le clan Zuma et la riche famille Gupta, d'origine indienne, ont pris le contrôle de l'Etat. Corruption des ministres, ingérence dans la formation du gouvernement, dessous-de-table, tout semble permis aux Gupta.

Bête noire des Gupta et champion de la lutte contre la corruption, le

désormais ex-ministre des Finances est la principale victime du remaniement.

Des manifestations contre la corruption qui gangrène l'Etat

Semblable à un volcan prêt à éclater, la crise que traverse le Congrès national africain (ANC) laisse échapper des fumeroles de plus en plus importantes, de plus en plus nombreuses. La lave est incandescente, mais l'explosion n'a pas eu lieu.

Pas encore ! Depuis des mois, voire des années, les critiques se font plus vives contre Jacob Zuma.

Corruption, népotisme sont les termes qui reviennent le plus souvent. D'importantes manifestations se sont déroulées vendredi dernier dans les grandes villes du pays, auxquelles participent le Parti communiste sud-africain, mais aussi l'opposition.

À la fin de l'année, l'ANC devra statutairement désigner le successeur de Jacob Zuma. Sur les rangs, son ancienne femme et l'actuel vice-président. La bataille ne fait que commencer. Mandela n'est heureusement plus là.

LSC

L'ex-présidente de l'Argentine inculpée pour association illicite et blanchiment d'argent

L'ex-présidente argentine Cristina Kirchner (2007-2015) a été à nouveau inculpée mardi 4 avril 2017, cette fois pour association illicite et blanchiment d'argent, et interdite de sortie de son pays, a annoncé le Centre d'information judiciaire (CIJ) argentin. Un embargo sur ses biens a également été ordonné, à hauteur de 8 millions de dollars. Sera-t-elle jugée et condamnée en Argentine pour corruption ? C'est la question que l'on se pose à Buenos Aires après la troisième mise en examen, depuis novembre 2016, de l'ancienne présidente. Elle ne bénéficie, pour l'instant, d'aucune immunité depuis qu'elle a quitté le pouvoir en décembre 2015, après deux mandats

consécutifs. Elle devra prochainement affronter son premier procès. Elle est accusée d'avoir porté préjudice à l'Etat par des irrégularités dans les ventes de dollars par la Banque centrale sur les marchés à terme, dans les derniers mois de son mandat. De nombreux anciens hauts fonctionnaires des gouvernements Kirchner sont également dans le collimateur de la justice. Deux sont en prison : l'ex-secrétaire d'Etat aux transports pour enrichissement illicite et l'ancien secrétaire d'Etat aux travaux publics, qui avait été arrêté de façon rocambolesque, le 14 juin 2016, alors qu'il tentait de cacher un butin de 8,2 millions d'euros dans un couvent !

LSC

Première journée en prison pour l'ex-présidente de Corée du Sud

La présidente sud-coréenne destituée a passé, vendredi 31 mars 2017, sa première journée en prison en vertu d'un mandat d'arrêt délivré par la justice, nouvelle descente aux enfers qui réjouit ses opposants, mais sème la consternation dans son camp. Après une audience marathon jeudi 30 mars 2017, le tribunal du district central de Séoul a délivré un mandat d'arrêt contre l'ex-présidente emportée par un retentissant scandale de corruption. Le parquet ne l'a pas encore inculpée, mais a déjà fait savoir qu'elle était soupçonnée de corruption, d'abus de pouvoir, de coercition et d'avoir livré des secrets d'Etat. «Il est justifié et nécessaire de l'arrêter, étant donné que des accusations clé sont étayées et qu'existe un risque de destruction de preuves», a expliqué le tribunal. Elle est le troisième ancien chef de l'Etat à être arrêté dans une affaire de corruption en Corée du Sud. Deux anciens chefs d'Etat ont purgé des peines de prison pour ce motif dans les années 1990. Un autre président s'était suicidé en 2009 durant une enquête pour corruption le visant lui et sa famille.

Des faveurs politiques au Groupe Samsung

Celle par qui tout est arrivé, une sulfureuse confidente de l'ombre de l'ex-présidente, ainsi que l'héritier de l'empire Samsung, sont détenus au même endroit. Cette confidente est déjà en procès pour, notamment, avoir profité de sa proximité avec la présidente afin de soutirer près de 70 millions de dollars de «dons» à des conglomérats sud-coréens. L'ex-présidente rejette toutes les accusations et accuse son amie d'avoir abusé de sa confiance : elle avait été destituée le 9 décembre par l'Assemblée nationale. Cette destitution a été validée le 10 mars par la Cour constitutionnelle, permettant du même coup la levée de son immunité présidentielle. L'ex-présidente est soupçonnée d'avoir octroyé des faveurs politiques aux capitaines d'industrie qui s'étaient montrés généreux envers son amie, dont l'héritier de Samsung. Elle est aussi accusée d'avoir laissé M^{me} Choi, qui n'a pas été plus loin que le lycée et n'avait aucune habilitation de sécurité, mettre son nez dans certaines affaires d'Etat comme les nominations au sommet.

LSC

Au Brésil, la présidence Temer entre les mains de la justice

Le Tribunal supérieur électoral du Brésil devait commencer à juger mardi 4 avril 2017 la validité du dernier scrutin présidentiel. Soupçonné de financement illégal pour sa campagne, le conservateur Michel Temer, président par intérim depuis mai 2016, — il a remplacé Dilma Rousseff, destituée l'an dernier pour maquillage des comptes publics — pourrait ainsi être obligé de quitter le pouvoir. Cependant, même en cas de décision favorable à l'annulation du scrutin, la défense de Temer a déjà annoncé sa volonté d'épuiser tous les recours possibles, ce qui devrait lui permettre d'aller au terme de son mandat, fin 2018. Si le président par intérim devait abandonner son poste, il s'agirait d'une véritable bombe pour un pays déjà plongé dans une grave crise politique et économique, envenimée par le scandale de corruption Petrobras (du nom de la compagnie pétrolière d'Etat), qui a fait tomber Dilma Rousseff.